



Commune d'Enges

Règlement de distribution de l'eau potable

Avril 2010

Chapitre 1

GENERALITES

Etendue de la fourniture	1.1 La commune d'Enges, ci-après la commune, représentée par le Conseil communal fournit toute l'eau destinée aux usages domestiques et industriels pour autant que les conditions techniques et économiques de l'exploitation le permettent. La commune est tenue de fournir, en fonction de la capacité de ses installations, une eau de boisson conforme aux dispositions réglementaires aux usagers domiciliés dans le périmètre de distribution. Le périmètre de distribution correspond à celui de la zone d'urbanisation et le périmètre provenant du Syndicat des eaux des Prés sur Lignières et Enges dit SEPLE. La Commune n'est pas tenue de fournir de l'eau en dehors desdites zones.
Développement du réseau	1.2 Le réseau de distribution peut être étendu, entretenu et renforcé selon les nécessités reconnues par la commune, dans le cadre des prescriptions réglementaires ainsi que dans les limites des crédits accordés et de la rentabilité de nouvelles installations.
Bases juridiques	1.3 Les rapports juridiques entre la commune et l'abonné sont régis par: a) le présent règlement, b) la loi cantonale sur les eaux, c) la législation fédérale, d) les directives de la Société de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE), e) les tarifs arrêtés par le Conseil général, f) les tarifs arrêtés par le Conseil communal,
Contrat	1.4 La demande de fourniture d'eau par prise raccordée au réseau communal ou le fait d'en consommer tient lieu de contrat et implique l'acceptation par l'abonné du présent règlement, des prescriptions et des tarifs qui en découlent.
Titres et fonctions	1.5 Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.

Chapitre 2

CONDITIONS ET REGULARITE DE LA FOURNITURE

Principe	2.1 En règle générale et sauf dispositions contractuelles contraires, la fourniture de l'eau est continue dans les limites des débits et pressions disponibles.
Suspension de la fourniture d'eau	2.2 La commune a le droit de restreindre ou d'interrompre temporairement la fourniture de l'eau en cas de: a) force majeure (pollution, incendie, etc.), b) perturbation de l'exploitation, c) sécheresse, d) travaux sur le réseau et les installations. La commune fait diligence pour limiter la durée des interruptions. Elle prévient autant que possible les usagers des interruptions ou des restrictions de distribution. L'utilisateur n'a droit à aucune indemnité du fait des interruptions ou restrictions susmentionnées, ni de toutes les conséquences directes ou indirectes qu'elles peuvent entraîner. Ces perturbations ne le décharge en rien de ses obligations à l'égard de la commune.
Responsabilités	2.3 L'abonné doit prendre toute disposition pour que l'interruption partielle ou totale, même inattendue, de même que le retour imprévu de l'eau ne puisse causer aucun dommage direct ou indirect aux installations. Il est responsable de l'inobservation de cette prescription.
Restrictions	2.4 En cas de nécessité (sécheresse, diminution ou interruption de fourniture, etc.), la commune peut restreindre la consommation de l'eau par toute disposition appropriée prise par le Conseil communal.
Dédommagement	2.5 La commune ne peut être astreinte à indemniser quiconque pour les interruptions et restrictions mentionnées aux articles 2.2 et 2.4 ni à assumer les conséquences directes et indirectes qu'elles peuvent entraîner.

Chapitre 3

MODALITES DE LA FOURNITURE ET DE L'EMPLOI DE L'EAU

Pression	3.1 La pression sous laquelle l'eau est livrée est déterminée par la commune. Cette dernière s'applique par tous les moyens à sa disposition à maintenir cette pression constante, mais n'assume à ce sujet aucune obligation ou garantie. Toute précaution sera prise pour éviter que le réseau soit mis en sous-pression. Si la pression devait être insuffisante, il appartient à l'utilisateur de pourvoir aux moyens de l'augmenter en assumant les frais d'acquisition, d'entretien et d'exploitation de l'installation nécessaire.
Emplois de l'eau	3.2 L'eau livrée ne peut être utilisée que sous la forme et pour le but convenus, sauf arrangement contractuel approuvé par le Conseil communal. La commune livre une eau de boisson conforme aux dispositions réglementaires. Elle ne donne aucune autre garantie quant à la composition, la dureté, la température et la régularité de la pression.
Cession d'eau à des tiers	3.3 Sauf accord explicite de la commune, il est interdit de céder de l'eau à des tiers ou de la détourner au profit d'un autre immeuble. La même interdiction vise l'installation de prise d'eau sur la conduite précédant le compteur et l'ouverture des vannes scellées.
Risque de gel	3.4 S'ils ne peuvent être soustraits au risque de gel, tous les appareils et conduites doivent être mis hors service et hors danger. L'abonné est responsable de tout dégât.
Manœuvre des bouches d'incendie (hydrantes)	3.5 Seules les personnes autorisées par le Conseil communal où ses services ont le droit de manœuvrer les bouches d'incendie et leurs vannes de prise.

Chapitre 4

DEFINITION DU RESEAU ET RACCORDEMENT

Réseau de conduites **4.1** Le réseau public (ou réseau communal), qu'il soit implanté sur le domaine public ou sur le domaine privé est propriété de la commune. Il comprend les conduites communales et les vannes principales sur ces conduites, ainsi que les bouches d'incendie.

Conduites communales **4.2** Les conduites communales sont les conduites de DN 80 mm et plus grandes. Elles sont situées dans les secteurs à desservir, d'une manière générale, les branchements ne doivent pas en être directement dérivés.

Elles font partie de l'équipement de base; la commune les installe en fonction de la réalisation des plans de zone, conformément au plan d'aménagement.

Bouches d'incendie **4.3** La commune fixe le nombre et l'emplacement des bouches d'incendie d'entente avec le service du feu. Elle en supporte le coût de même que les frais de raccordement au réseau, déduction faite de la subvention cantonale. Elle entretient et répare à ses frais les bouches d'incendie. En cas de sinistre le corps des sapeurs-pompiers dispose en priorité de la réserve d'eau.

La mise en service des hydrantes, l'accès aux vannes, les chambres de contrôle, de comptage, les aérateurs, les déclencheurs incendie et les réducteurs de pression ne doivent jamais être empêchés par le dépôt d'objets quelconques ou le stationnement de véhicules.

En règle générale, l'eau ne peut être prélevée aux hydrantes qu'en cas d'incendie ou d'exercices du service du feu.

Il est strictement interdit de prendre de l'eau aux hydrantes.

Lors de circonstances particulières, le Conseil communal peut admettre des exceptions, à condition qu'il en soit avisé dans chaque cas et que les instructions données soient strictement observées, sous la surveillance d'un employé communal. De plus, un compteur sera installé par le fontainier.

Branchement	4.4 Le branchement relie les installations intérieures d'un bâtiment à la conduite communale.
Construction	4.5 La commune détermine les caractéristiques techniques et les tracés de toutes les conduites. Elles sont installées conformément aux prescriptions cantonales et selon les directives de la SSIGE.
Vannes	4.6 Seul le personnel communal chargé de l'exploitation et de la surveillance du réseau public est autorisé à manœuvrer les vannes du réseau. Le concessionnaire y est également autorisé, mais sous le contrôle du personnel communal habilité.
Obligation de raccordement	4.7 Les propriétaires sont tenus de raccorder leurs immeubles au réseau public partout où il existe. Une exception est admise lorsque le propriétaire peut utiliser ses propres ressources et que la qualité de l'eau répond à toutes les prescriptions en vigueur.
Procédure d'approbation	4.8 Les demandes de raccordement au réseau doivent être adressées par écrit à la commune pour approbation. L'exécution des raccordements, la pose des branchements et de la vanne d'arrêt sont à la charge des propriétaires des immeubles à alimenter. Si le requérant est locataire, il est censé avoir obtenu l'autorisation du propriétaire et il est responsable de toutes les conséquences d'un éventuel défaut d'entente. La commune peut toutefois exiger que la demande soit contresignée par le propriétaire.
Alimentation jusqu'au point de fourniture	4.9 Le droit d'installer des conduites d'alimentation jusqu'au point de fourniture est réservé à la commune. Celle-ci décide du mode d'exécution, du tracé et des caractéristiques de la conduite, elle désigne le point d'introduction, l'emplacement des vannes et des appareils de mesure en tenant compte dans la mesure du possible des intérêts du propriétaire et de l'abonné.
Installation	4.10 La commune détermine le tracé et les caractéristiques du branchement. Pour tous chantiers où la fourniture d'eau est nécessaire, une autorisation sera demandée par écrit au Conseil communal. Un compteur provisoire sera installé et son installation sera effectué par la commune aux frais du demandeur.

Exécution & contrôle	4.11 Le propriétaire du fonds, respectivement du bâtiment, fait installer le branchement par un installateur autorisé par la commune. Avant le remblayage de la fouille, le maître de l'ouvrage est tenu d'aviser l'autorité communale afin que celle-ci puisse contrôler la bien facture du travail. Dans le cas contraire, l'autorité communale exigera la réouverture de la fouille aux frais du maître d'ouvrage. Un relevé de l'implantation des conduites et installations exécutées est établi par la commune ou un mandataire, aux frais du maître d'ouvrage. La commune s'engage à remettre, dans un délai raisonnable, le rapport d'inspection au maître d'ouvrage. En cas de non-conformité du raccordement les frais de contrôle supplémentaires seront supportés par le propriétaire.
Mise en conformité	4.12 Tout branchement qui n'est plus conforme aux directives de la SSIGE devra faire l'objet d'une mise en conformité dans un délai raisonnable. Le Conseil communal peut obliger un propriétaire à mettre en conformité dans un délai de 60 jours.
Conditions techniques	4.13 En règle générale, chaque bâtiment possède son propre branchement. Exceptionnellement, la commune peut autoriser une conduite commune à plusieurs bâtiments lors de l'aménagement d'une grande parcelle. Par ailleurs, de grands établissements peuvent être pourvus de plusieurs branchements. Chaque branchement est pourvu d'une vanne d'arrêt à installer à proximité immédiate de la conduite communale et si possible sur le domaine public.
Propriété du branchement	4.14 Le tronçon de branchement entre la conduite communale et le compteur ainsi que la vanne d'arrêt appartiennent au propriétaire du bâtiment raccordé. Les compteurs appartiennent à la commune sauf dans la zone SEPLE un compteur par bâtiment appartient au propriétaire.
Entretien du branchement	4.15 Si nécessaire c'est la commune ou un installateur autorisé qui entretient ou remplace le branchement. La commune doit être informée immédiatement de toute avarie survenant au branchement. Les frais de réparation et l'eau perdue en cas de fuite sont à la charge du propriétaire.
Mise hors service	4.16 Lors de la mise hors service d'un branchement, la commune peut faire enlever la vanne d'arrêt, aux frais du propriétaire.

Chapitre 5

EXTENSION DU RESEAU

Domaine public	5.1 Les conduites principales à poser dans le domaine public sont la propriété de la commune. En règle générale, aucune conduite privée ne pourra être posée dans le tracé des routes et des chemins publics existants ou prévus au plan d'alignement.
Tracé et diamètre des conduites	5.2 Le Conseil communal décide des extensions du réseau. Il fixe le tracé et le diamètre des conduites.
Droit de passage	5.3 Le propriétaire d'immeuble est tenu, après avis et contre remise en état de son terrain suivant les règles de l'art, de permettre l'établissement à travers son fonds des conduites nécessaires à la distribution de l'eau, même si ces conduites servent à d'autres abonnés. Il doit permettre de même l'installation sans indemnité des hydrantes, de leurs accessoires et de leurs conduites de raccordement. Il laisse le Conseil communal visiter et entretenir les installations situées sur sa propriété. La commune peut requérir l'inscription des installations à ses frais au registre foncier.

Chapitre 6

ABONNEMENT, RACCORDEMENT

Demande de
raccordement et
installation

6.1 Les demandes d'abonnement et de raccordement au réseau d'eau, ainsi que les demandes de modification d'installations privées, sont à adresser par écrit au Conseil communal.

Les demandes sont établies par le propriétaire, dit le preneur, ou son mandataire. Elles doivent comporter un descriptif de l'installation et un plan avec les appareils prévus, de même que le plan du tracé souhaité de la conduite, de l'emplacement de la vanne d'arrêt jusqu'au compteur.

Seul le propriétaire est considéré comme abonné. Sur autorisation du propriétaire et avec l'accord de la commune, l'abonnement pourra être mis au nom du locataire. Toutefois, le propriétaire reste responsable des éventuels défauts de paiement.

La remise en fonction d'une installation hors service est subordonnée à un accord de la commune.

Raccordement hors
périmètre de
distribution

6.2 L'octroi d'un abonnement et d'un raccordement au réseau hors du périmètre de distribution est de la compétence du Conseil communal.

Abonnement

6.3 L'abonnement court dès l'instant où l'installation est en service. Le preneur est dès lors considéré comme abonné, quel que soit le tarif en vigueur.

Résiliation, durée et
transfert de
l'abonnement

6.4 En règle générale toute résiliation ou tout transfert d'abonnement doit être annoncé par écrit à la commune, trois mois à l'avance.

A l'exception des abonnements à durée limitée tout nouvel abonnement est contracté pour une durée minimale d'un an, reconductible sauf avis contraire.

Les transferts d'abonnements doivent être annoncés par l'ancien et le nouveau propriétaire à la commune, en indiquant la date de changement.

Responsabilité du
paiement

6.5 Jusqu'à la date de résiliation ou de transfert, l'abonné est responsable du paiement de la facture d'eau consommée dans ses locaux, y compris les frais accessoires (taxe fixe et location du compteur).

Devoir de renseigner la
commune

6.6 Sur demande de l'autorité communale, chaque abonné est tenu d'informer la commune et de déclarer les appareils qu'il détient, de même que ceux de ses locataires.

Chapitre 7

INSTALLATIONS INTERIEURES ET LEUR CONTROLE

Exécution des installations intérieures	7.1 Outre le branchement dès la conduite communale jusqu'à et y compris le compteur, traité au chapitre 4 du présent règlement, l'amenée d'eau chez l'abonné comprend la distribution et les installations depuis le compteur. Pour cette distribution et ces installations, les travaux sont à confier à un appareilleur au bénéfice d'un certificat fédéral de capacité de la profession.
Entretien des installations intérieures	7.2 La distribution et les installations intérieures doivent être conformes aux prescriptions fédérales et cantonales. Le propriétaire fait exécuter, entretenir ou agrandir les installations intérieures à ses frais.
Normalisation	7.3 Toute transformation d'une installation intérieure non conforme aux prescriptions nécessitera la mise en conformité de l'installation dans le délai fixé par le Conseil communal.
Usages spéciaux	7.4 Les abonnés qui utilisent l'eau pour des usages spéciaux aménageront à leurs frais les installations de protection, la commune déclinant toute responsabilité en cas de dommage.
Raccordement hors réseau	7.5 Le raccordement au réseau communal d'une installation alimentée par une eau étrangère aux fournisseurs agréés est interdit.
Responsabilité	7.6 Le concessionnaire agréé est seul autorisé à effectuer les manœuvres sur le réseau et doit s'organiser en conséquence pour répondre en tout temps à sa tâche dont il supportera seul la responsabilité. Le propriétaire des installations est seul responsable des dommages qui pourraient résulter de leur établissement ou de leur existence. Il doit maintenir ses installations en parfait état et en assurer un entretien périodique. Il est tenu de faire remédier sans délai à tout défaut constaté, par des personnes autorisées.

Si le défaut est constaté chez un locataire, celui-ci est tenu d'en aviser immédiatement le propriétaire. Toute perturbation dans l'approvisionnement en eau doit être signalée sans tarder à la commune.

Contrôle

7.7 L'accès à tous les locaux dans lesquels se trouvent des conduites ou installations d'eau doit être autorisé en tout temps aux contrôleurs, même si l'abonnement d'eau est résilié ou si les conduites ou installations sont hors service.

Installation de
traitement de l'eau

7.8 Seules les installations approuvées par l'Office fédéral de la santé publique et par la SSIGE sont admises. Elles doivent être pourvues d'un clapet de retenue rendant impossible tout retour dans le réseau public.

La responsabilité de la qualité de l'eau traitée incombe au propriétaire de l'installation.

Chapitre 8

INSTALLATIONS DE MESURE

Installation	8.1 La commune fixe le genre, le calibre, l'emplacement et le mode d'installation des compteurs et autres appareils qu'elle juge nécessaires à la mesure de l'eau. Ces appareils sont fournis et entretenus par la commune qui en reste propriétaire. Les compteurs seront installés à l'intérieur des bâtiments à l'abri du gel et d'autres détériorations. Les réparations nécessitées par la faute de l'abonné ou de tiers sont à la charge de l'abonné.
Location	8.2 La location des installations de mesure est à la charge de l'abonné.
Contrôle	8.3 Les compteurs sont étalonnés et poinçonnés officiellement.
Vérifications, réparations	8.4 Si les circonstances l'exigent, la commune fera des vérifications et fera réparer ou remplacer les appareils défectueux.
Erreurs et contestations	8.5 L'abonné peut en tout temps faire vérifier ses compteurs par la commune. Les contestations sont tranchées sans appel par l'Office fédéral de métrologie METAS. Les frais de vérifications sont à la charge de l'abonné quand sa réclamation s'avère injustifiée.
Tolérance	8.6 Les appareils dont l'erreur ne dépasse pas la tolérance légale sont tenus pour exacts.
Sous-compteur	8.7 L'usager qui souhaite installer un sous-compteur le fait à ses frais conformément aux prescriptions techniques

Chapitre 9

MESURE ET CONTROLE DE LA CONSOMMATION

Relevés

9.1 Le relevé des compteurs est exclusivement du ressort des employés communaux affectés à cette tâche.

L'accès aux compteurs ne doit pas être empêché par le dépôt d'objets quelconques.

Le relevé de tous les compteurs s'effectue deux fois par année en mai et en décembre. Des relevés intermédiaires sont possibles.

En cas d'absence, l'abonné est tenu de remettre le relevé de son compteur, sur le formulaire prévu à cet effet dans un délai de trois jours. A défaut, la consommation d'eau est facturée d'après la consommation de la période correspondante de l'année précédente.

Irrégularité de fonctionnement, erreurs

9.2 L'abonné doit s'assurer que les compteurs fonctionnent et annoncer à la commune tout arrêt ou défaut de marche qu'il pourrait observer.

Lorsqu'il est constaté une avarie du compteur, la consommation d'eau est facturée d'après la consommation de la période correspondante de l'année précédente.

Chapitre 10

TAXES ET TARIFS

Genres

10.1 La commune prélève pour la fourniture de l'eau les taxes et tarifs ci-dessous, destinés à la couverture des charges financières du service des eaux :

- a) une taxe de base annuelle par logement habitable
- b) une demi-taxe de base pour les logements (studio) loués de moins de 50m², dans une villa.
- c) une location annuelle par compteur ;
- d) le tarif de consommation ;

Le prix de consommation de l'eau et le montant des taxes ci-dessus sont arrêtés par le Conseil général.

Toutefois, le Conseil communal est autorisé à fixer des tarifs spéciaux notamment pour les usages temporaires et les cas particuliers.

Cas spéciaux

10.2 Tous les tarifs particuliers ne rentrant pas dans les dispositions des articles ci-dessus seront réglés par arrêté du Conseil communal soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

Chapitre 11

FACTURES ET PAIEMENTS

- | | |
|-------------------|---|
| Délai de paiement | 11.1 A moins d'entente préalable sur un autre mode de paiement, les factures d'acomptes et de consommation d'eau sont payables dans les 30 jours qui suivent l'envoi de celles-ci, sans rabais ni escompte. |
| Réclamations | 11.2 Les réclamations de toute nature doivent être adressées par écrit au Conseil communal, dans les 8 jours qui suivent l'envoi de la facture. |
| Recours | 11.3 Les décisions du Conseil communal relatives à une vente ou à une distribution publique ou concédée d'eau peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif (TA), conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administrative, du 27 juin 1979. |
| Garanties | 11.4 La commune peut exiger des garanties et notamment le versement d'acomptes préalables. |

Chapitre 12

SUPPRESSION DE LA FOURNITURE D'EAU

Insolvabilité et poursuites

12.1 Si l'échéance du paiement réglementaire n'est pas respectée, la commune adresse une mise en demeure à l'abonné. L'abonné a un délai de 10 jours pour s'acquitter.

A défaut de règlement dans ledit délai, le recouvrement de la créance aura lieu par voie de poursuites sur la base d'une décision du Conseil communal exécutoire (décision notifiée par recommandé, motivée, comportant le terme "décision" et indiquant les voies (TA) et délai 30 jours) de recours, contre laquelle aucun recours n'a été interjeté ou dont le recours a été rejeté par le TA).

En cas de saisie infructueuse, la commune peut suspendre la fourniture de l'eau, le minimum vital étant réservé. Les frais de rappel, les intérêts de retard, voire les frais de recouvrement seront débités à l'abonné.

Contravention

12.2 En cas de contravention de l'abonné ou de son refus de se soumettre aux prescriptions du présent règlement, après mise en demeure écrite, la commune n'est pas obligée de fournir l'eau au-delà du minimum vital.

Détournement d'eau

12.3 Tout prélèvement non autorisé d'eau dans le réseau est interdit et sera poursuivi pénalement.

Dédommagement

12.4 L'abonné n'a droit à aucune indemnité en application de l'article 12.1 et 12.2

Chapitre 13

SURVEILLANCE TECHNIQUE DES CONDUITES

Organes qualifiés	13.1 La commune désigne les organes chargés de la surveillance technique générale et du respect des prescriptions.
Dérangements, accidents	13.2 L'abonné doit prévenir sans retard la commune s'il remarque quelque chose d'anormal dans la fourniture de l'eau ou s'il survient un accident quelconque dû à ses installations ou à celles de la commune.
Interdictions	13.3 Il est strictement interdit aux abonnés, aux appareilleurs et au public en général, de manipuler les vannes d'arrêt, les vannes ou les bornes hydrantes, de procéder à des fouilles sur le domaine public, ou de toucher aux installations du réseau, sans avoir reçu au préalable une autorisation expresse du Conseil communal.
Protection des sources	13.4 Voir lois et règlements sur la protection des sources en vigueur et les zones de protection.
Dégâts	13.5 Tout entrepreneur, constructeur ou particulier qui, par négligence, imprévoyance ou pour tout autre motif, endommage une conduite d'eau ou un appareil quelconque du service des eaux, est redevable à la commune, qui est seule qualifiée pour faire réparer les dégâts, de tous les frais nécessités par la remise en état des installations, y compris la valeur de l'eau perdue.
Plaintes	13.6 Tous les cas non prévus par le présent règlement, les contestations et les plaintes à l'égard du personnel de la commune sont soumis au Conseil communal.

Le recours au Tribunal administratif est réservé.

Chapitre 14

DISPOSITIONS FINALES

- | | |
|--------------------|--|
| Entrée en vigueur | 14.1 Le présent règlement entre en vigueur immédiatement.
Il abroge toutes dispositions antérieures contraires. |
| Exécution | 14.2 Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement. |
| Frais | 14.3 Les frais de recherche et d'administration consécutifs à l'inobservation du présent règlement, de même que les frais de coupure ou de rétablissement d'eau sont à la charge de l'abonné. |
| Disposition pénale | 14.4 Les infractions au présent règlement sont passibles d'une amende de 10'000.-- francs au plus, sous réserve des sanctions plus sévères de la législation fédérale ou cantonale en la matière, qui seraient applicables. |
| Sanction | 14.5 Le présent règlement sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat à l'expiration du délai référendaire. |

Au Nom du Conseil général

Le président :


Pierre-André Geiser

Le secrétaire :


Thierry Adatte

Enges, le 27 avril 2010

TABLE DES MATIERES

Chapitre 1 - GENERALITES

Etendue de la fourniture	1.1
Développement du réseau	1.2
Bases juridiques	1.3
Contrat	1.4
Titres et fonctions	1.5

Chapitre 2 - CONDITIONS ET REGULARITE DE LA FOURNITURE

Principe	2.1
Suspension de la fourniture d'eau	2.2
Responsabilités	2.3
Restrictions	2.4
Dédommagement	2.5

Chapitre 3 - MODALITES DE LA FOURNITURE ET DE L'EMPLOI DE L'EAU

Pression	3.1
Emplois de l'eau	3.2
Cession d'eau à des tiers	3.3
Risque de gel	3.4
Manœuvre des bouches d'incendie (hydrantes)	3.5

Chapitre 4 - DEFINITION DU RESEAU ET RACCORDEMENT

Réseau de conduites	4.1
Conduites communales	4.2
Bouches d'incendie	4.3
Branchement	4.4
Construction	4.5
Vannes	4.6
Obligation de raccordement	4.7
Procédure d'approbation	4.8
Alimentation jusqu'au point de fourniture	4.9
Installation	4.10
Exécution & contrôle	4.11
Mise en conformité	4.12
Conditions techniques	4.13
Propriété du branchement	4.14
Entretien du branchement	4.15
Mise hors service	4.16

Chapitre 5 - EXTENSION DU RESEAU

Domaine public	5.1
Tracé et diamètre des conduites	5.2
Droit de passage	5.3

Chapitre 6 - ABONNEMENT, RACCORDEMENT

Demande de raccordement et installation	6.1
Raccordement hors périmètre de distribution	6.2
Abonnement	6.3
Résiliation, durée et transfert de l'abonnement	6.4
Responsabilité du paiement	6.5
Devoir de renseigner la commune	6.6

Chapitre 7 - INSTALLATIONS INTERIEURES ET LEUR CONTROLE

Exécution du branchement et des installations intérieures	7.1
Entretien des installations intérieures	7.2
Normalisation	7.3
Usages spéciaux	7.4
Raccordement hors réseau	7.5
Responsabilité	7.6
Contrôle	7.7
Installations de traitement de l'eau	7.8

Chapitre 8 - INSTALLATIONS DE MESURE

Installation	8.1
Location	8.2
Contrôle	8.3
Vérifications, réparations	8.4
Erreurs et contestations	8.5
Tolérance	8.6
Sous-compteur	8.7

Chapitre 9 - MESURE ET CONTROLE DE LA CONSOMMATION

Relevés	9.1
Irrégularité de fonctionnement, erreurs	9.2

Chapitre 10 - TAXES ET TARIFS

Genres	10.1
Cas spéciaux	10.2

Chapitre 11 - FACTURES ET PAIEMENTS

Délai de paiement	11.1
Réclamations	11.2
Recours	11.3
Garanties	11.4

Chapitre 12 - SUPPRESSION DE LA FOURNITURE D'EAU

Insolvabilité et poursuites	12.1
Contravention	12.2
Détournement d'eau	12.3
Dédommagement	12.4

Chapitre 13 - SURVEILLANCE TECHNIQUE DES CONDUITES

Organes qualifiés	13.1
Dérangements, accidents	13.2
Interdictions	13.3
Protection des sources	13.4
Dégâts	13.5
Plaintes	13.6

Chapitre 14 - DISPOSITIONS FINALES

Entrée en vigueur	14.1
Exécution	14.2
Frais	14.3
Disposition pénale	14.4
Sanction	14.5